REPUBLIQUE DU NIGER

FRATERNITÉ - TRAVAIL- PROGRÈS

MINISTÈRE DES ENSEIGNEMENTS PROFESSIONNELS ET TECHNIQUES

CONTRIBUTION DE LA REPUBLIQUE DU NIGER

CONFÉRENCE DES MINISTRES DU PÔLE DE QUALITÉ INTER-PAYS SUR LE DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES TECHNIQUES ET PROFESSIONNELLES (PQIP/DCTP)
DE L'ASSOCIATION POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉDUCATION EN AFRIQUE (ADEA)
KIGALI (RWANDA) 7-8 Octobre 2015

EVOLUTION DU DISPOSITIF DE FORMATION TUTELLE DU MEP/T

	2010	2014
Formel		
CFM (ex CFPT)	9	227
CET	0	78
CFPT et ASSIMILES	4	15
LYCEES PROFESSIONNELS	1	4
LYCEES TECHNIQUES/TECHNOLOGIQUES	1	4
Non Formel		
Centres du SNP	1	3
CMCAN	1	1

En 5 ans, les effectifs des élèves et apprenants ont été multipliés par 15, passant de environ 8 500 en 2010 à 129 941, pendant que le nombre d'enseignants passait de 551 à 2616.

1. Description statistique du système d'EFTP/DCTP (établissements publics et privés)

a. Les chiffres clés (% d'élèves par rapport à ceux de l'enseignement secondaire, % de dépenses publiques globales, % de dépenses publiques d'éducation)

❑ % d'élèves par rapport à ceux de l'enseignement secondaire	
Total effectif base 2 et moyen	472 639
Total EFPT (formel et non-formel)	129 941
Proportion d'apprenants inscrits à l'EFPT (formel et non-formel) par rapport aux effectifs du secondaire (cycle de base 2 et moyen)	21,56 %

Source DSI/MEP/T (année scolaire 2013- 2014)

REPARTITION DES ENSEIGNANTS DE L'EFPT PUBLIC ET PRIVÉ

EFFECTIF TOTAL DES ENSEIGNANTS : 2616

Dont :

- Titulaires d'un diplôme académique (BAC, DEUG, licence, maîtrise, ingénieur,...) : 1996 soit 76,3 % du total
- Titulaires d'un diplôme professionnel : 750 parmi lesquels 186 diplômés d'une école de formation d'enseignants soit seulement 7 % de l'effectif total des enseignants

☛ Ce constat pose l'impérieuse nécessité de la formation des enseignants et formateurs de l'EFPT au Niger

Evolution des budgets des ministères en charge de l'éducation et de la formation

(% de dépenses publiques globales, % de dépenses publiques d'éducation)

Année	Budget de l'Etat	Montant MEPT	Montant Secteur Education Formation	%MEPT/ Budget National	% MEPT / Education Formation
2 009	761 081 844 000	2 661 251 704	136 185 363 143	0,35%	1,95%
2 010	712 103 898 448	3 197 646 996	124 016 043 466	0,45%	2,58%
2 011	961 410 665 529	4 591 201 938	145 853 795 472	0,48%	3,15%
2 012	1 364 739 287 158	11 071 133 608	185 363 997 895	0,81%	5,97%
2 013	1 464 706 785 350	21 786 363 987	224 621 351 897	1,49%	9,70%
2 014	1 691 563 558 689	25 470 481 037	292 718 669 701	1,51%	8,70%
2 015	**1 730 146 629 918**	**24 099 488 749**	**285 321 469 667**	**1,39%**	**8,45%**

Source : Ministère des finances et de l'Economie (Direction Générale du Budget)

b. Part de la formation résidentielle, de la formation en alternance/apprentissage.

Part de la formation résidentielle (centres formels publics et privés)			
Filles	Garçons	**Total**	% filles/effectif
15 041	13 080	**28 121**	53%
Part de la formation en alternance/apprentissage (444 structures du non-formel)			
Filles	Garçons	**Total**	% filles/effectif
44 079	57 741	**101 820**	43%
TOTAL GÉNÉRAL (effectifs formel et non-formel)			
Filles	Garçons	**Total**	% filles/effectif
59 120	70 821	**129 941**	45,50 %

Source : DSI/MEP/T (année scolaire 2013- 2014)

c. Quelques éléments relatifs à l'enjeu de l'insertion professionnelle des sortants intégré au développement du système d'EFTP/DCTP

Le Niger a pris plusieurs initiatives spécifiques en faveur de l'insertion et de la promotion de l'emploi des jeunes parmi lesquelles :

- La création de onze (11) plateformes d'information, d'orientation professionnelle et d'accompagnement des jeunes dans les huit (8) régions du pays pour renforcer le système d'information sur le marché de l'emploi ;
- La formulation d'un programme de formation et installation des jeunes sortis des centres de formation dans les micro-entreprises ;
- La formulation d'un projet sur les stages professionnels des jeunes ;
- Le lancement du processus de mise en œuvre de développement des activités à haute intensité de main-d'œuvre (HIMO), avec l'appui du BIT ;

L'élaboration et la validation d'une stratégie nationale de développement de l'emploi des jeunes ;

- La formulation d'un programme d'emploi des jeunes aux travaux d'intérêt public dans les communes (PEJ/TIC) ;

- La mise en place d'un comité de pilotage chargé de la révision de la politique nationale de l'emploi ;

- La révision du code des investissements en vue de créer les conditions favorables aux investissements privés générateurs d'emplois décents.

✍ **Ces initiatives sont en cours de réalisation sur fonds propres de l'Etat, et/ ou avec l'appui des PTF, notamment la coopération suisse, la coopération luxembourgeoise, la Banque Mondiale, la BAD…**

d. % de jeunes (15/24 ans et 15/35 ans) entrant sur le marché du travail avec une qualification professionnelle

Les données avec de telles entrées de questionnement ne sont pas disponibles. L'ONEF prend en compte cette formulation et pourra l'intégrer dans ses études à venir.

Par contre, selon une étude de l'ONEF, les différents taux de chômage et de sous-emploi sont les suivants :

	QUIBB	ENBC	ENESI	RGPH
	2005	2007/08	2012	2012
Jeunes ni dans le système éducatif ni dans l'emploi (15/24 ans), en %	**23,10**	**45,20**	**51,90**	**44,10**
Hommes	12,14	38,30	22,30	37,90
Femmes	42,00	53,50	70,10	50,60
Niamey	-	-	32,50	-
Zones urbaines	30,80	31,70	39,40	27,20
Zones rurales	18,80	51,30	55,60	47,20
Jeunes ni dans le système éducatif ni dans l'emploi (15/35 ans), en %	**21,90**	**39,30**	**51,20**	**-**
Hommes	10,00	29,90	17,10	-
Femmes	44,90	51,70	74,30	-
Niamey	-	-	3640	-
Zones urbaines	32,00	30,40	41,70	-
Zones rurales	16,90	43,10	53,70	-
Taux de chômage des jeunes (15/24 ans), en %	**4,50**	**2,30**	**4,40**	**4,52**
Hommes	5,50	4,40	3,60	5,71
Femmes	3,70	0,80	5,70	2,17
Niamey	-	-	13,80	-
Zones urbaines	9,10	2,60	10,80	16,27
Zones rurales	3,30	2,20	3,30	3,14
Taux de chômage des jeunes (15/35 ans), en %	**3,60**	**2,10**	**3,10**	**3,37**
Hommes	4,30	4,20	2,40	4,13
Femmes	3,10	0,60	4,80	1,81
Niamey	-	-	11,00	-
Zones urbaines	7,70	2,50	7,20	10,80
Zones rurales	270	200	200	230

QUIBB : Questionnaire Unifié du Bien-Être de Base
ENBC : Enquête Nationale sur le Budget et la Consommation
ENESI : Enquête Nationale sur l'Emploi et le Secteur Informel
RGPH : Recensement Général de la Population et de l'Habitat

e. Les autres types de dispositifs :

i. Apprentissage traditionnel ;

Les ateliers artisanaux et autres unités de productions de biens et de services accueillent des formations en apprentissage traditionnel.

Selon la Fédération Nationale des Artisans du Niger, leur structure compte 79913 adhérents dont 31 187 Femmes ; ces maîtres artisans ont sous leur coupe 41 053 apprentis (dont 13 604 filles)

ii. Apprentissage traditionnel rénové ;

Les foyers féminins, les ONG font des apprentissages rénovés qui allient la théorie à la pratique (environ 15% de théorie pour 85% de pratique)

Selon la Chambre des Métiers du Niger, la structure compte 9 centres artisanaux qui totalisent environ 3 833 adhérents, maîtres d'apprentissage pour 206 métiers répertoriés.

iii. Dispositifs de formation/insertion :

Le Service National de Participation, le Centre de Métiers du Cuir et d'Art du Niger et tous les Centres de Formation aux Métiers sont des dispositifs de formation/insertion:

- **Le Service National de Participation (SNP)**
- **Le Centre des Métiers du Cuir et d'Art du Niger (CMCAN)** **(NB. Le Niger est le premier producteur en matière d'élevage en Afrique)**
- **Les Centres de Formation aux Métiers (CFM) (identifiable comme enseignement de base de l'architecture du système EFTP).**

iv. Parcours courts de qualification

Le Ministère est appuyé par la Banque Mondiale pour les Formations Initiales Professionnalisantes (FIP) d'une durée n'excédant pas 6 mois organisées à l'intention des jeunes qui sont hors circuit scolaire formel. D'autres opérateurs de formation (ONG, centres et organismes privés de formation) interviennent aussi dans ce cadre. Au total 1669 jeunes (1309 filles et 360 garçons) ont bénéficié de ce genre de formation pour l'année 2014 sur financement du FAFPCA.

v. Centres d'incubation

Le Ministère des Enseignements Professionnels et Techniques avec le concours des ministères en charge du développement rural est sur le chantier de création dans chacune des 8 régions d'un centre d'incubation pour la formation, la production et l'insertion dans les métiers agricoles et non agricoles, notamment en zone rurale.

vi. Autres expérimentations

En collaboration avec les PTF, le ministère expérimente d'autres types de dispositifs de formation notamment les SIFA.

Le **Site Intégré de Formation Agricole (SIFA)** est un espace de formation « sans mur de clôture », situé directement sur un terrain cultivable de cinq (5) à vingt (20) hectares, où se tiennent des formations Agro-Sylvo-Pastorales. Le SIFA est un type de dispositif public de formation professionnelle rurale à gestion communautaire .

Le **SIFA** a pour mission, la formation qualifiante de courte durée, qui permet au jeune de maîtriser et de mettre en œuvre rapidement de nouvelles activités agro-sylvo-pastorales au niveau de son propre champ d'exploitation familiale, afin de diversifier et de sécuriser les revenus de la famille.

2. Les politiques et pratiques en cours dans le domaine de la formation des formateurs (publics et privés)

Les formateurs recrutés pour le compte du MEPT sont en termes de niveau de qualification, des diplômés titulaires de:

- Master
- License pro
- DUT
- BTS
- DAP
- BEP
- CAP
- Certificat d'apprentissage

En termes de statuts, les enseignants et formateurs peuvent être :

- Des appelés du service civique national,
- Des agents contractuels de l'Etat,
- Des fonctionnaires

Quelques actions réalisées

Un plan de formation des formateurs et personnels d'encadrements a été élaboré et mis en œuvre. Ainsi , au titre de l'année 2014-2015 :

- les renforcements des compétences professionnelles ont été programmés et exécutés ;
- les renforcements de compétence d'ingénierie de formation ;
- les formations pédagogiques à l'intention de 352 formateurs ;
- le renforcement de capacité en informatique qui a concerné de 464 formateurs ;
- Les formations technico-pédagogiques : 120 formateurs formés;
- Le financement pour le renforcement de capacité technico-pédagogique de 400 formateurs en économie familiale est acquis;
- les formations de type statutaire : deux (2) promotions sont sur le terrain pour un effectif de 25 formateurs.

Les formations sont pilotées par la DRH direction responsable de la gestion des ressources humaines en collaboration avec les directions en charge de la gestion des établissements. Les formations se déroulent généralement au niveau national et dans les instituts et grandes écoles de la sous-région :

- ENS;
- Instituts Universitaires des Régions;
- EMIG;
- Centres de Formation Professionnelle et Technique Publics et Privés.

3. Les politiques et pratiques en cours dans le domaine de la formation des entrepreneurs

Au cours de l'année 2015,

- 67 actions de formation du personnel et des chefs d'entreprise ont pu être menées sur financement du FAFPCA.
- 1147 personnes sont concernées.
- Les structures privées de formation formelle ont également été appuyées en termes de renforcement de leur capacité à être proactifs et réactifs sur le marché de la formation.

Formation à l'entreprenariat

- Expérimentation de la mise en œuvre d'un programme de formation en entrepreneuriat avec des modules pour chaque niveau de formation et tenant compte des créneaux économiquement viables ;
- Généralisation des modules dans tous les établissements de l'EFPT dès cette rentrée ;

4. Une expérience particulièrement significative dans le domaine de la formation des formateurs

Par rapport à la formation des formateurs, il ressort le constat suivant :

- La majorité des enseignants du public comme du privé est constituée des diplômés sortis de l'enseignement supérieur sans aucune formation pédagogique. En effet, en dépit des efforts réalisés pour prendre en charge la demande sociale de formation et les besoins du secteur économique, le système national de l'EFPT ne dispose pas encore d'écoles spécialisées de niveau supérieur ni d'institution de formation du personnel, même si de nombreux enseignants sont en train d'être formés dans le cadre de la coopération bilatérale, en particulier avec l'appui de l'Algérie.

Le MEP/T doit faire donc faire face à plusieurs défis majeurs pour lesquels il :

(i) Vient de créer le Centre National des ressources pédagogiques,

(ii) Envisage de créer et de mettre en place une Ecole d'ingénierie de formation et de formation des formateurs dont l'étude de faisabilité reste à faire, (iii) Envisage la mise en place de la formation des formateurs à distance dont le financement est recherché.

De nombreux efforts ont été déployés par le Ministère :

- 362 formateurs (lycées et centres de formation) ont reçu une formation en pédagogie

- 42 formateurs (CFM) ont reçu un renforcement de capacité en alphabétisation bilingue

- 120 formateurs (CFM) ont reçu une formation pédagogique couplée à une formation disciplinaire dans les filières suivantes :
  - *Construction métallique ;*
  - *Maçonnerie ;*
  - *Electricité bâtiment ;*
  - *Mécanique rurale*

- Création d'une direction spécifique dénommée Direction des Curricula et Programmes (DCP)

- Adoption du cadre méthodologique de la mise en œuvre de l'approche par compétences (APC) ;
- Formation d'un vivier de spécialistes en Ingénierie de la formation Professionnelle avec 266 experts issus des milieux des formateurs et des professionnels ;
- Création du Centre National des Ressources Pédagogiques et Techniques (CNRP/T)

☛ **Pour finir, dans le cadre de la coopération inter-pays, le Niger, après les immenses efforts réalisés pour l'élargissement de l'accès est face au défi de l'amélioration de la qualité des apprentissages dont la formation des formateurs est un des axes majeurs.**

En forte demande de formation de formateurs, nous sommes prêts à nous enrichir de toute expérience significative menée par d'autres pays et à en étudier les conditions de transférabilité.

Il serait intéressant en la matière de mutualiser les efforts par l'érection de certains centres de formation des formateurs en centres d'excellence pouvant accueillir des stagiaires d'autres pays par exemple.